



## Communiqué de presse

### **Le traitement de l'exclusion est une question politique urgente, selon un nouveau rapport**

- Le Rapport 2016 sur l'état de la société civile, réalisé par CIVICUS, fournit un aperçu complet de l'année qui vient de s'écouler, et propose une série de 33 articles de contributeurs traitant de la question de l'exclusion.
- Le traitement de l'exclusion constitue une question politique urgente, qui a fait l'objet d'un regain d'intérêt avec l'adoption des Objectifs de Développement Durable en 2015.
- Au cours de l'année passée, la société civile a répondu aux graves violations des droits de l'homme provoquées par des conflits, et a œuvré à alléger la souffrance humaine suite aux catastrophes, mais se trouve pourtant confrontée à des défis majeurs, et notamment des tentatives douteuses visant à faire taire des voix dissidentes.
- CIVICUS a documenté de graves violations des libertés d'association, d'expression et de réunion pacifique dans 109 pays au cours de l'année 2015.

Dans un monde caractérisé par des inégalités de plus en plus fortes, où les droits de l'Homme sont sapés, la société civile s'attaque à l'exclusion par des moyens innovants.

« Une importante partie de la vie civique consiste à promouvoir l'inclusion. Elle consiste à amplifier les voix des personnes marginalisées, à s'attaquer aux causes de la discrimination et à promouvoir l'égalité des droits et l'accès aux services », a affirmé le Dr Dhananjayan Sriskandarajah, Secrétaire Général de CIVICUS, lors du lancement du [Rapport sur l'état de la société civile 2016](#) de l'organisation. « Mais pour des millions de personnes, l'exclusion reste une réalité quotidienne douloureuse ».

### ***Rétrospective de l'année***

Le rapport annuel produit par CIVICUS fournit une « rétrospective de l'année » détaillée de la société civile et des conditions dans lesquelles elle travaille dans le monde entier, puisant dans un éventail de perspectives proposées tant par des experts que par des activistes. Cette année, les 33 articles thématiques de nos contributeurs s'attaquent au problème complexe de la société civile et de l'exclusion, révélant les moteurs actuels et dynamiques de l'exclusion qui, dans nombre de cas, s'aggravent.

« Ces contributions de la société civile à l'œuvre sur le terrain mettent l'accent sur la nécessité que les personnes exclues ne soient pas considérées comme des victimes ou des bénéficiaires d'une quelconque charité, mais comme des individus luttant pour accéder aux droits fondamentaux de la personne. Elles mettent également en lumière l'effet disproportionné que les restrictions de l'espace civique ont sur les groupes exclus et la société civile cherchant à protéger les droits de ces derniers », a ajouté Sriskandarajah.

Le rapport montre comment l'immense fossé grandissant entre les élites super-riches et l'écrasante majorité de l'humanité alimente la colère du public et ses revendications. Le changement climatique et les conflits affectent également de manière disproportionnée les populations exclues, exacerbant encore davantage l'exclusion. Le traitement de l'exclusion constitue par conséquent une question politique urgente, qui a fait l'objet d'un regain d'intérêt

avec l'adoption des Objectifs de Développement Durable en 2015, qui promettent de changer la réalité actuelle et de « ne laisser personne pour compte ». Cependant, comme l'indique le rapport, partout dans le monde, des individus sont laissés pour compte en raison de leur genre, de leur origine ethnique, de leur statut migratoire, de leur confession, de leur âge, de leur sexualité, de leur handicap, de leur statut VIH et de leur état de santé, du lieu où ils vivent et plus encore.

### ***Les réponses de la société civile aux défis mondiaux et aux attaques infligées à l'espace civique.***

Au cours de l'année qui vient de s'écouler, la société civile a répondu à des atteintes graves aux droits de l'Homme provoquées par des conflits, notamment au Moyen-Orient, et a œuvré à atténuer la souffrance au lendemain de catastrophes, comme le tremblement de terre majeur qui a frappé le Népal. Le rapport note qu'une partie des répercussions de la guerre en Syrie, et des conflits au Moyen-Orient plus généralement, s'est manifestée sous la forme d'un afflux de réfugiés en Europe en 2015. La réponse de nombre de gouvernements européens et de l'Union Européenne (UE) dans son ensemble a été « défensive, avare et mesquine, bien en-deça des engagements énoncés par l'UE en matière de droits de l'Homme ». Si les niveaux de racisme et de xénophobie étaient élevés, on a également pu observer un nombre considérable de réponses volontaires de la part de citoyens et d'organisations de la société civile indiquant que les réfugiés étaient les bienvenus et qu'ils étaient prêts à les aider à s'intégrer dans les communautés.

L'année dernière a également connu des manifestations de grande envergure dans nombre de régions du monde - notamment en Afrique subsaharienne, en Amérique latine, dans certaines parties d'Asie de l'Est et en Europe de l'Est - au cours desquelles les citoyens exprimaient leur frustration vis-à-vis de la corruption, des gouvernements répressifs irresponsables et du pouvoir économique de l'élite contribuant perpétuer les inégalités.

Les gouvernements, pour faire obstacle à la société civile, ont recours à un certain nombre de mesures douteuses visant à passer sous silence ceux qui se montrent critiques. Que ce soit sous le prétexte de la lutte contre le terrorisme, de la protection des secrets d'État ou de la prévention de la cybercriminalité, les gouvernements usent d'excuses toutes plus fantaisistes les unes que les autres pour limiter la liberté d'expression, d'association et de réunion. CIVICUS a documenté de graves violations des libertés d'association, d'expression et de réunion pacifique dans [109 pays au cours de l'année 2015](#), indiquant que les citoyens se trouvent confrontés à des restrictions majeures lorsqu'il s'agit de s'exprimer, de s'organiser et de prendre des mesures relatives aux problèmes affectant leurs communautés.

De telles restrictions menacent le rôle vital joué par la société civile lorsqu'elle œuvre à s'assurer que tous les citoyens sont capables d'accéder à leurs droits et de mener un plaidoyer pour lutter contre les problèmes qui les affectent. Les organisations de la société civile et les activistes se voyaient plus fortement imposer des restrictions lorsque leur travail consistait à remettre en question le pouvoir des élites politiques et économiques, à exposer la corruption et la mauvaise gouvernance, et à faire appliquer les droits de l'Homme des populations exclues, telles que la communauté LGBTI.

## **AUTRES POINTS FORTS DU RAPPORT**

### **Rétrospective de l'année**

- ***Assassinats de défenseurs des droits de l'homme.*** Les activistes et journalistes d'investigation qui dénoncent les malversations de certaines industries extractives et agro-alimentaires sont restés vulnérables à des assassinats, qui ont eu lieu au Brésil, en Colombie, au Honduras, au Pérou, aux Philippines et en Afrique du Sud, entre autres pays.
- ***Le fondamentalisme de marché déclenche des protestations.*** Dans de nombreux pays, les individus voient leur situation matérielle s'aggraver, en conséquence de

l'amputation des services publics et des droits du travail, combinée à l'augmentation du coût des biens essentiels. Alors que les élites s'enrichissent, nombreux sont ceux qui voient leurs gouvernements ne pas réagir, ou même se faire complices de leur appauvrissement.

- **Des résultats par la poursuite de l'engagement.** L'année a connu des temps forts pour la société civile. En Tunisie, la détermination et l'engagement soutenu de la société civile à la construction de la paix et de la démocratie, et à résister à un glissement dans la répression et l'extrémisme, ont été reconnus par l'attribution du Prix Nobel de la Paix au Quartet du dialogue tunisien, composé d'une organisation de défense des droits humains, d'un groupe d'avocats, d'un syndicat et d'une organisation professionnelle.
- **La liberté d'expression en ligne.** La restriction de la liberté d'expression en ligne, notamment ciblant les commentateurs sur les médias sociaux et la restriction des contenus, est désormais une tendance marquée, observées par exemple en Chine, en Thaïlande et en Turquie. Une surveillance omniprésente dans des démocraties supposées matures telles que le RU et les É.-U. limite également la liberté d'expression en ligne. Environ 60 % des utilisateurs de l'Internet vivent désormais dans des pays où l'on constate une censure de la critique en ligne du gouvernement, de la famille souveraine ou de l'armée
- **Les Objectifs de Développement Durable.** Sur la scène internationale, la société civile a connu un certain succès, en ayant mené une campagne fructueuse pour s'assurer que les engagements internationaux majeurs de 2015 - les Objectifs de Développement Durable (ODD) et l'Accord de Paris sur le changement climatique - étaient plus complets et davantage axés sur les droits que les accords antérieurs.

## Le thème de 2016 : l'exclusion et la société civile

- **L'échec de la réalisation de l'exclusion.** L'un des principaux tests pour savoir si une société est juste ou non est de définir comment elle traite l'exclusion, réduit les inégalités et protège les minorités, tout en permettant leur accès aux services et à la prise de décisions. Nombre de nos sociétés sont en situation d'échec selon ce critère.
- **L'exclusion en 2015.** L'histoire de l'année dernière peut être considérée comme une histoire d'exclusion, observée dans de nombreux exemples, de l'accueil pitoyable accordé aux nouveaux réfugiés en Europe aux attaques physiques sur les activistes des droits des peuples autochtones et les défenseurs des droits des femmes, et de la promulgation de nouvelles mesures discriminatoires à l'encontre des LGBTI à la poursuite du fait que les Noirs aux États-Unis courent un risque nettement accru que les autres de mourir aux mains de la police.
- **L'exclusion est multidimensionnelle.** Différentes formes d'exclusion se combinent et se chevauchent ; par exemple, les personnes souffrant de handicap sont exclues, mais les femmes souffrant de handicap sont victimes d'une exclusion encore accrue, et pire si elles sont également issues d'une communauté pauvre.
- **L'exclusion est dynamique.** De nouveaux moteurs de l'exclusion peuvent entrer en jeu et interagir avec les expériences de l'exclusion qui existent ; par exemple, les personnes les plus exposées aux violations des droits de l'Homme en Syrie du fait de leur pauvreté ou de leur statut minoritaire sont devenues de nouveaux exclus parmi les réfugiés lorsqu'elles ont été obligées de fuir.
- **Des risques accrus.** Les OSC et activistes de la société civile représentant les groupes exclus se trouvent souvent confrontés à des risques de restrictions et d'attaques accrus lorsque l'espace civique est limité
- **La société civile mène une introspection sur elle-même.** L'exclusion n'est pas seulement une préoccupation pour la société dans son ensemble, mais aussi pour la société civile organisée. En menant une introspection sur elles-mêmes, les OSC doivent examiner leurs propres pratiques et se poser la question suivante : comment traitons-nous collectivement l'exclusion ?

**Pour télécharger le rapport dans sa version intégrale ou en sections individuelles, veuillez consulter la page suivante :**

<http://civicus.org/index.php/en/socs2016>